

DOCUMENTS

MODULE AMERIQUE

SOUS - MODULE ETATS - UNIS

**CHAPITRE 7 : LA POLITIQUE ETRANGERE DES
ETATS-UNIS, ACTEURS, INSTRUMENTS ET EN-
JEUX**



LE MONDE *diplomatique*

> octobre 1976, page 26 > Les livres du mois

La présidence impériale

ARTHUR M. SCHLESINGER

P.U.F., Paris, 1976, 568 pages, 80 F.

(pour aux USA en 73)

PAR YVES FLORENNE

!!! **C**ET ouvrage qui met si fortement en évidence, pour le critiquer sévèrement, le présidentialisme « impérial » s'ouvre sur une curieuse et certainement innocente manifestation d'impérialisme national-intellectuel qui absorbe la réalité historique et colonise l'esprit des lois. L'auteur, dès la première ligne, présente le principe de la séparation des pouvoirs comme « la contribution originale de l'Amérique » et en rapporte l'invention aux « pères fondateurs » de la République américaine. Il ne prononce pas le nom de Montesquieu, qu'on chercherait en vain parmi les cinq cents constituant l'index. Un peu plus loin, la notion de contrat social n'éveille pas le moindre écho de Rousseau. Mais ne faut-il pas rappeler, en particulier à l'Europe, que le Siècle des Lumières est américain, et que le soleil se lève à l'Ouest ?

Le livre, il est vrai — et sa leçon nous concerne d'autant plus — est surtout l'histoire des ombres redoutables que ce soleil peut porter avec lui. Histoire à la fois historique, juridique — la Constitution et les intentions de ses auteurs font l'objet d'une analyse continue et approfondie — et histoire politique, qui est moins celle de l'atteinte au principe de la séparation que de l'accaparement progressif par l'un des deux pouvoirs politiques des attributions de l'autre, avec pour fin — du moins l'aventure fut-elle tout près de finir ainsi — la confiscation « impériale » du pouvoir tout court.

Ce glissement était peut-être en germe dans la Constitution — qu'est-ce qui n'est pas en germe dans les Constitutions ? — et Arthur M. Schlesinger se pose d'ailleurs des questions pleines de doute sur le fonctionnement pratique de pouvoirs rigoureusement séparés et égaux. L'ouvrage est tout entier orienté vers le problème capital : la politique étrangère et son *ultima ratio*. La Constitution américaine attribue au Congrès le pouvoir de faire la guerre et la paix. Dans les origines encore pures, il en allait bien ainsi, et c'est le Congrès qui décida de la guerre contre la France. Episode, soit dit en passant, toujours pudiquement voilé : il ferait tache dans le tableau sentimental de l'amitié infaillible ; une tache où apparaîtrait trop visiblement, moins de vingt ans après La Fayette, l'ingratitude des nations.

Toutefois, la théorie de Locke sur la « prérogative » de l'exécutif en cas de crise, qui avait d'ailleurs nourri les fondateurs, ne tarda pas à inspirer la philosophie présidentielle et sa pratique la plus énergique, avec Jefferson, Monroe, Adams, enfin et surtout Lincoln. A l'ère nucléaire, et tous débats interprétatifs dépassés, on a pu dire que « la technologie a modifié la Constitution », — dont la lettre et l'esprit ne persistent pas moins à demeurer intacts.

C'est, au fond, l'histoire de cette « modification » progressive et continue — bien qu'avec des sursauts et des ressauts — dans la pratique et même la théorie politiques que A.M. Schlesinger a écrite. Après Lincoln s'ouvre la période de reprise en main que Wilson devait qualifier de « gouvernement du Congrès ». Roosevelt l'en puis

le TR. Roosevelt
(1901-1909)

Wilson lui-même devaient y mettre fin et rendre à l'exécutif sa prééminence; non sans accommodements ou concessions et même, pour le dernier, un très sérieux échec final, après la première guerre mondiale. Ce sont des difficultés du même ordre que rencontra Roosevelt II au début de la seconde, et qui faillirent bien causer la perte de l'Angleterre. Tout se retourna « grâce » à Pearl-Harbor. En privé, Roosevelt devait dénoncer la « *bande d'obstructionnistes incompetents* » que représentaient à ses yeux les honorables représentants du peuple. Le peuple, d'ailleurs, ne pensait pas autrement; et l'auteur souligne à quel point le « *comportement lamentable du Congrès (...), tenant à la fois de la présomption, de l'ignorance et de l'absurdité* », devait contribuer à donner aux Américains une « *conception exaltée* » du pouvoir présidentiel. Elle devait, plus généralement, donner un lustre dangereux à la théorie de Tocqueville, reprise par Lippmann dès 1939, sur l'incapacité congénitale de la démocratie parlementaire en matière de politique étrangère.

En tout cas, Truman pouvait chausser des bottes toutes chaudes, où Eisenhower s'épanouirait à l'aise. L'affaire de Corée apporta une occasion de proclamer, au bénéfice du premier, le « *pouvoir d'entrer en guerre inhérent à la présidence* »; et il ne fut besoin d'aucune affaire du tout pour conférer au second le « *privilege de l'exécutif* », expression encore inouïe, mais qui avait « *la patine d'une vieille et vénérable doctrine* », et telle qu'une décennie suffirait à « *l'hypostasier en principe constitutionnel sacré* ».

D'autant que, si l'action présidentielle connut jamais une justification absolue, c'est bien celle de Kennedy lors de l'affaire de Cuba. Elle devait malheureusement servir de précédent à ses successeurs. Le moment est venu de noter que le Congrès avait parfois réagi vigoureusement pour récupérer ses pouvoirs. Ainsi, il avait exigé la communication de tous les documents et informations détenus par l'exécutif. Le plus ardent champion de cette résolution avait alors été un représentant assez obscur : un certain Richard M. Nixon...

Nous y voilà. Mais l'auteur s'y était pris de loin pour annoncer l'aboutissement d'un processus qui n'était peut-être pas fatal, mais qui produisit la mutation d'une démocratie en ce que A.M. Schlesinger appelle « *présidence impériale* » et « *présidence révolutionnaire* ». Il montre comment, seigneur de la guerre et maître des lois, le président, refusant de dépenser les crédits affectés à celles qui lui déplaisaient, était parvenu à une application sélective de la loi, version moderne du bon plaisir royal. De combien s'en fallut-il que la « *révolution* » fût accomplie, l'« *empereur* » couronné, les autres pouvoirs soumis? Pour enrayer le mécanisme et faire capoter la machine, il a suffi d'un grain de boue. Tout de même : imaginez, pour caricaturer un peu, qu'ayant non seulement admis, mais adoré Staline et Hitler, on les eût chassés parce qu'on se serait aperçu qu'ils avaient triché au poker...

A cet égard, le petit incident sordide du Watergate, faisant office de révélateur providentiel, aura été un grand et salutaire événement pour la démocratie et la nation américaines. Pourtant, certains redoutent déjà les conséquences du coup porté au pouvoir présidentiel : d'abusif, ne va-t-il pas devenir trop faible? L'auteur croit pouvoir les rassurer en leur montrant le « *pouvoir considérable* » que peut exercer, en ce moment même, dans sa « *situation précaire* », un « *président accidentel* ».

L'ouvrage est non seulement celui d'un très bel historien et d'un spécialiste des sciences politiques, mais encore un essai lucide, sans complaisance pour ce qui est le plus aimé, toujours équilibré entre l'inquiétude et la confiance, et qui pourrait s'intituler : « *De la démocratie, de sa difficulté d'être, et de la nécessité qu'elle soit.* »

YVES FLORENNE

Mot clés: Idées Politique Démocratie

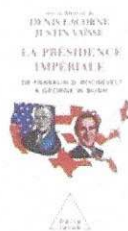
La Cliothèque > Service de presse > 3. Histoire > Histoire contemporaine > La présidence impériale. De Franklin D. Roosevelt à George W. Bush

D. Lacorne, J. Vaïsse

La présidence impériale. De Franklin D. Roosevelt à George W. Bush

Odile Jacob, 2007.

 **Jean-Philippe Raud Dugal** | Jan 9, 2008 | **Histoire contemporaine** ||



Denis Lacorne, directeur de recherche au CERL et Justin Vaïsse historien à la Brookings Institutions de Washington ont codirigé cet ouvrage qui vient compléter de nombreuses parutions sur la question (Voir en particulier les comptes rendus sur le site des Clionautes de « **l'Empire de l'Exécutif** », des « **Institutions américaines** » et de « **Les Etats-Unis aujourd'hui, permanences et changements** ».)

L'approche est commune avec tous les autres opus. Elle se fait sous la forme de contributions d'auteurs de différents horizons qui se sont réunis en janvier 2007 pour un colloque intitulé « Une nouvelle présidence impériale ? Les transformations du système politique américain depuis le 11 septembre. ». Il n'empêche, il s'agit d'un ouvrage complémentaire, absolument indispensable pour maîtriser la question de la présidence impériale et de pouvoir aussi comprendre les enjeux politiques ayant cours aux Etats-Unis aujourd'hui.

La notion de présidence impériale, qui est l'œuvre de Arthur M. Schlesinger est fortement discutée tout au long des pages de cet ouvrage. Il s'agit avant tout d'une construction historique initiée par Franklin D. Roosevelt, caractérisée par la multiplication des agences de l'administration présidentielle mais aussi par l'apparition des mass-media et un contexte international nouveau qui trouve son origine dans les affres de la guerre froide à commencer par la Guerre de Corée, avant d'être généralisée lors de tous les conflits du XX^e et XXI^e siècles. La théorie de « Checks and balances » de la Constitution américaine qui devait théoriquement équilibrer les pouvoirs politiques s'est trouvée totalement repensée au fur et à mesure de

l'empiétement du pouvoir exécutif sur les autres. Ainsi les auteurs se posent deux questions centrales : « Quels sont les antécédents et les raisons de son apparition ? Comment s'est noué le débat autour de cette expression d'A. Schlesinger et dans quelle mesure elle est contestable ? ».

Ces questions trouvent des réponses au fil des pages. Schlesinger, ancien conseiller de Kennedy, faisait une corrélation entre personnalité des présidents et la montée de la présidence impériale, surtout en temps de guerre. Outre le fait que les guerres ne peuvent pas tout expliquer (le New Deal de Roosevelt n'en est pas une), les présidents « impériaux » de Johnson à Bush peuvent apparaître comme de simples exécutants de courants politiques forts comme les néo-conservateurs dans l'Amérique d'aujourd'hui. L'ouvrage fait état des opinions des spécialistes de chaque camp sur la nécessité d'un pouvoir exécutif fort. Certains auteurs insistent sur son importance pour dépasser les envies d'immédiateté du peuple en étant « antidémocratique » quand il le faut. Le contexte actuel, depuis l'élection de novembre 2006 dans les deux chambres du législatif, tend à montrer que l'administration Bush a perdu certains moyens de sa présidence impériale.

Les approches historiques développées par Pierre Mélandri et Denis Lacorne sont utiles à plus d'un titre. Elles permettent de démontrer que le contexte historique de la mise en place d'une présidence impériale compte pour beaucoup. De même, l'équilibre des pouvoirs entre le Congrès, qui déclare la guerre, et le président, qui la fait, est mouvant. Tout en discutant les apports de la théorie de Schlesinger, on note que les rôles de l'opinion publique et des circonstances sont ainsi cruciaux. De plus, acquiescement souvent passif des deux autres pouvoirs est une donnée aussi incontournable. Les limites de cet impérialisme n'est donc que peu à chercher dans les différentes Cours et Congrès mais dans les relations de confiance entre le président et le peuple : « une garantie d'efficacité en échange d'une érosion des équilibres institutionnels et libertés individuelles sur lesquels la Constitution reposait ». Le contexte du 11 septembre permet ainsi d'expliquer très largement le retour en grâce de la « présidence impériale » après les affaires du Watergate et de Clinton. La menace du terrorisme international, l'arrivée au pouvoir des néo-conservateurs qui avaient du restreindre leurs opinions sous la présidence de Bush Sr comme Dick Cheney sont autant de circonstances exceptionnelles pour remettre au goût du jour « l'hyperprésidentialisation » du régime.

Ainsi pour Schlesinger ce qui est « intolérable, ce n'est pas l'existence d'une véritable prérogative présidentielle mais son excès et ses conséquences directes ».

Plus que ces contributions, il faut retenir de même les questions que les différents intervenants se posent et nous posent. La question centrale, qui est de savoir si le système fonctionne quand même, ne trouve que des interprétations que le lecteur pourra à sa guise faire sienne ou discuter. Le dialogue entre les racines même de la Constitution et la situation présente est un fil entretenu tout au long de l'ouvrage. Cet « never-ending » Constitution ne délimite pas clairement les pouvoirs. Les bases de philosophie politique que nous apportent les intervenants sont très précieuses pour mieux comprendre les affres de la politique américaine et ses changements. De même, le rôle des médias est une constante de l'ouvrage et fait même l'objet d'une publication particulière « History versus Media Management as determinants of Presidential popularity » qui souligne la place du président comme grand orateur de la communication de la politique de la Maison Blanche. Il faut dire que la « guerre contre le terrorisme » a été du « pain bénit » pour les spin doctors de l'administration Bush. Enfin, la

comparaison des dispositifs anti-terroristes entre la France et les Etats-Unis clôt l'ouvrage et complète d'autres approches plus basiques qui ^{en} appellent aux connaissances du lecteurs français.

Cet ouvrage, écrit en anglais et en français apparaît ainsi comme une véritable occasion, en ces temps de course à la Maison Blanche, de mieux comprendre les enjeux politiques centraux des Etats-Unis aujourd'hui. Les relations entre les différents acteurs du pouvoir (exécutif, législatif et judiciaire mais aussi les médias et le peuple) éclairent parfaitement les à-coups de la politique intérieure et extérieure de cette hyperpuissance.

3

Flottes et bases américaines dans le monde



DÉBATS • ÉTATS-UNIS

« Le néoconservatisme américain » : une richesse idéologique au-delà de la caricature

Ce courant de pensée ne se réduit pas à la débâcle de Washington en Irak, explique Pierre Bourgois, qui s'attache, dans son livre, à montrer l'importance de la démocratie au centre de ce projet.

Par Marc-Olivier Bherer

Publié le 10 janvier 2024 à 17h00 • Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Livre. Le néoconservatisme peut-il échapper à la caricature ? Ce courant de pensée est souvent réduit au rôle malheureux qu'il a joué dans la guerre en Irak. Proches de George W. Bush, qui occupait alors la Maison Blanche, les néoconservateurs sont en grande partie les architectes de cette aventure qui a si mal tourné. Mais en résumant leurs idées à cette débâcle, on perd de vue la profondeur de leur projet, de ce qui est à l'origine même de l'influence acquise à Washington.

Lire aussi (2006) : [Les néoconservateurs américains règlent leurs comptes sur l'Irak](#)

Pour remédier à cette lecture approximative, Pierre Bourgois entend montrer la richesse idéologique de ce mouvement dans son ouvrage *Le Néoconservatisme américain. La démocratie pour étendard* (PUF, 2023). Maître de conférences en science politique à l'Université catholique de l'Ouest (Angers), il poursuit ainsi le travail entamé par Justin Vaïsse, qui s'était intéressé à la construction de ce mouvement dans son *Histoire du néoconservatisme aux Etats-Unis* (Odile Jacob, 2008).

L'idéologie néoconservatrice se concentre sur quatre thèmes, explique Pierre Bourgois : la politique intérieure, la crainte du déclin, la politique étrangère et la force militaire. La démocratie américaine, perçue comme étant tiraillée entre grandeur et décadence, figure au centre de cette pensée. Sans être favorable à un effacement de l'Etat, les néoconservateurs prônent une intervention réduite.

Le mouvement prend forme en réaction à la Great Society (« Grande Société »), un ambitieux programme social lancé par Lyndon Johnson dans les années 1960. Pour les néoconservateurs, l'Etat risque, s'il se montre trop généreux, de nourrir l'hédonisme qui s'est installé aux Etats-Unis à cette époque. Les aides sociales peuvent décourager hommes et femmes de former des unions stables en apportant un revenu de substitution aux mères célibataires. L'individualisme vient également éroder le goût des Américains pour l'association, décrit par Tocqueville, l'affaiblissement de ce tissu

d'institutions intermédiaires, comme les églises, menaçant la cohésion nationale et la démocratie.

Répandre la liberté pour éviter la guerre

Or, sur le plan international, c'est bien la défense de ce régime qui est au cœur du projet néoconservateur. C'est en son nom que l'Irak a été envahi. Un constat assez simple explique cette volonté de répandre la liberté : les démocraties ne se font pas la guerre entre elles. Lutter contre la dictature offre, pour cette raison, des avantages stratégiques : « *Le destin [des Etats-Unis] serait donc intimement lié à celui du monde* », souligne Pierre Bourgois. Ce pays aurait la responsabilité d'éclairer le monde, parfois contre son gré. L'usage de la force l'emporte sur le multilatéralisme que dénigrent les néoconservateurs.

Lire aussi la critique (2017) : [Le néoconservatisme, une doctrine exclusivement américaine](#)

Face à la montée du trumpisme, et de l'isolationnisme qui l'accompagne, le néoconservatisme n'occupe plus le même rôle à Washington. William Kristol, fils d'Irving Kristol, le fondateur du mouvement, reste investi dans le débat d'idées. A 71 ans, il dirige The Bulwark, une publication en ligne de centre droit, opposée à Donald Trump et favorable à l'aide militaire accordée à l'Ukraine.